

POUR DES REGIONS QUI ONT DU SENS

Quelques singularités de la mouvance alsacienne

La fin de l'année 2014 aura été marquée en Alsace par la clôture d'une séquence politique rythmée par des manifestations répétées dans les trois grandes villes régionales qui, sans avoir été massives, ont néanmoins connu une participation significative.

Elles ont été organisées par différentes associations et sous l'égide d'un parti politique régionaliste « Unser Land », dont l'implication a, semble-t-il, été nécessaire pour lever les menaces d'interdictions dont les manifestations avaient été initialement frappées.

Cette séquence pourrait bien n'être que le premier épisode d'une contestation en région de sa fusion avec la Lorraine et Champagne-Ardenne décidée par le gouvernement Valls.

Il faut sans doute remonter à l'entre-deux guerres et à cette période dénommée « le malaise alsacien » pour trouver une mobilisation aussi retentissante en opposition à des décisions privant la région d'une reconnaissance de ses spécificités, ici en lui retirant le bénéfice d'une entité territoriale en propre, et dont elle paraissait jusqu'à présent se contenter.

On serait tenté de prime abord de situer le parti « Unser Land » et les autres associations partie prenante du mouvement bien ancrés à droite, mais à l'examen il convient de nuancer cette localisation spatio-politique : en effet, les quelques maigres propositions sociales et économiques formulées¹ sont davantage d'inspiration socio-démocrate ou centriste, et pas plus de droite que les principes qui président à la gouvernance actuelle du PS, ici à la sauce davantage CGPME que proprement MEDEF.

Même la proposition formulée par un tenant du mouvement (pas forcément affilié à « Unser Land », qui ne totalise d'ailleurs jusqu'à présent que deux ou trois cents membres) de baisser le Smic en Alsace afin de rendre la région plus attrayante pour les entreprises allemandes est tout à fait conforme au « Zeitgeist » qui souffle actuellement sur le Bercy de Macron.

Les organisations telles « Alsace d'abord », scissionniste du FN, sont tenues à l'écart même si elles restent sans nul doute à l'affût. « Unser Land » a établi un temps des accords électoraux avec EELV, dénoncés plus tard par ces derniers. L'actuelle présidente est elle-même issue du mouvement écologiste, et on serait bien en peine de trouver dans son parcours un quelconque lien avec une organisation ou des idées d'extrême-droite.

Je n'ai ni lu, ni eu vent d'aucun propos xénophobe émanant des protagonistes, hormis quelques propos anti-parisiens quelque peu crânes de tradition dans nos « provinciae » et qui ne sont que le pendant des propos germanophobes plus que séculaires et bien plus féroces que les Alsaciens ont souvent repris en écho – notamment pour prouver leur loyauté nationale quand elle était mise en doute – sans se rendre compte qu'ils en étaient eux-mêmes la cible autant que les ultra-rhénans, et je n'ai, pour ma part, identifié qu'une seule personne participant au mouvement (ce qui, encore une fois, n'implique pas – j'en doute fortement – son adhésion à « Unser Land »), dont les sympathies pour le FN sont connues, ce qui reste insuffisant pour entacher tout le mouvement de peste brunâtre, au même titre que la bonne dizaine de pourcentage des adhérents de la Cgt qui votent FN ne saurait permettre de qualifier cette dernière d'organisation de fasciste.

Bien sûr, les élus locaux de la droite nationale ont été largement présents dans ces manifestations, ont contribué à leur organisation, y compris par la mise en place lors de la première du 11 octobre d'un contestable - et contesté dans sa légalité – tarif minoré des TER.

Ce qui ne suffit toujours pas à qualifier ce mouvement – sauf à avoir été investi par de fins dissimulateurs - comme relevant de l'extrême-droite, ou piloté en sous-main par elle, ce que ressassent pourtant à l'envi des camarades du Parti de Gauche.

Une posture au demeurant facile, qui permet d'évacuer commodément le cœur du problème, à savoir la légitimité de l'Alsace, au vu de son histoire, de sa culture et de sa situation géographique, de bénéficier d'une entité territoriale spécifique.

Le mouvement n'est pas davantage sécessionniste. L'inscription de la région dans l'ensemble national français n'est pas remise en question (pour l'instant) ; est revendiquée une meilleure prise en compte des proximités économiques et culturelles avec l'Allemagne et la Suisse, ce qui n'est pas la même chose, flanqué du sentiment tenace qu'on ne comprend pas la région à Paris, sentiment qui, à l'examen de l'histoire de ces cent dernières années, n'est pas entièrement dépourvu de fondement.

On ne saurait reprocher sérieusement aux porte-paroles des manifestations que le fait d'être revenu à la charge avec l'idée de Conseil Unique d'Alsace, impliquant la suppression des deux départements, et qui avait été rejeté par referendum en 2013. (Il rejoint en cela curieusement les projets tant de la droite que du PS nationaux). Le mouvement reste également muet sur la perte d'intervention démocratique consécutive au regroupement intercommunal.

Cependant, les organisateurs étaient soucieux de créer un mouvement aussi large et unitaire que possible, et il est probable qu'il y aurait eu moyen pour eux de mettre ce point de divergence en veilleuse, s'ils avaient été approché en ce sens.

L'impossibilité de fédérer les critiques

Le Front de Gauche est resté pour sa part campé sur la seule critique générale de la réforme territoriale, dénonçant l'éloignement des centres de décision de l'intervention citoyenne et les transferts de moyens réduits qu'elle ne manquera pas d'entraîner pour assurer les services au public. La pétition du PCFⁱⁱ évoque toutefois les futures régions « désincarnées », et on pourrait lire dans ce terme comme un regret de l'absence de prise en compte de réalités « humaines » dans le nouveau découpage.

Localement cependant, cet aspect des choses n'a pas été pris en compte et le cas spécifique de l'Alsace qui disparaît en tant qu'entité administrative – ce qui facilite sa disparition tout court - dans cette réforme n'est pas évoqué par le Front de Gauche qui n'a pas investi le terrain plus avant (à l'exception du régime particulier de sécurité sociale Alsace-Moselle).

Il aurait pu tenter cependant, en se joignant aux manifestations sur la base du plus petit dénominateur commun, à savoir l'opposition à la réforme, de corriger le trait le plus détestable des tenants de l'autonomie régionale, en l'occurrence la tentation de soustraire la région à la solidarité nationale (notamment par un contrôle local de la fiscalité), en interrogeant – et s'interrogeant - sur la part de bien-fondé de l'idée autonomiste aujourd'hui, sur ce que pourrait être son contenu acceptable, tant le concept est politiquement flou : défini

comme étant la capacité de faire des choix en région (comme pour les départements et les communes chacun à son échelle, à l'intérieur d'une dotation juste et égale entre territoires, et dans des champs d'intervention déterminés), cela relève bien de la démocratie et n'est pas finalement pas très éloigné de ce qui existe déjà depuis la loi de décentralisation de 1982. Il conviendra d'y ajouter la charge pour l'Etat de veiller au fonctionnement équilibré de ses missions de service public, et d'intervenir pour corriger leur mise en œuvre là où apparaissent des carences et des faiblesses.

Ceci, non dans le culte exalté de la nation, mais comme le point de départ d'une péréquation qui pourra, et doit un jour être universelle, et sans auto-proclamation et auto-érection en modèle (en Allemagne, des interrogations se font jour sur les inégalités entre Länder).

En bref, investir le mouvement avec ce que le Front de Gauche a en propre. Le fond de la revendication et de la contestation de la réforme est au demeurant strictement le même : une préalable consultation populaire au redécoupage.

Un texte figurant sur le blog Pcf 67 semble aller dans ce sens, mais sans plus de concrétisation au-delà de la déclaration d'intention.ⁱⁱⁱ

La délicate question de l'autonomie

En grande part, nombre de militants régionaux du PCF doivent partager l'analyse réductrice faite par le Parti de Gauche, pour eux comme pour lui, toute évocation d'autonomisme (ou de régionalisme) étant empreinte de relents sulfureux et ils sont également plus prompts aux procès en sorcellerie qu'à une convergence limitée et réfléchie sur un point qui relève toute de même d'une sérieuse atteinte à la démocratie.

La contestation est autonomiste, et l'autonomisme est de droite, voire pire, puisqu'elle n'est pas de gauche.

« Plus » de gauche ...

Car, en cela, nos camarades font preuve, ou de mauvaise foi, ou d'amnésie collective, ou les deux à la fois, car l'histoire du Parti communiste en Alsace est en fait intimement liée à la revendication autonomiste.

Libre à eux de jeter aux orties une dimension essentielle du combat de leurs aînés, il n'est pas nécessaire pour autant de les insulter en affublant cette part de leurs convictions des oripeaux du fascisme que ces mêmes aînés ont pourtant combattu.

Dans un article de « Saisons d'Alsace » (n°114, 1991-92) Jean-Marie DUPUY évoque Georges WODLI, cheminot, communiste et résistant, et son « rêve : une Alsace autonome ». Nous lui savons gré de ne pas avoir mis sous le tapis cet aspect des choses alors que d'autres, tout en conservant le bénéfice de l'icône, et le brandissant comme caution, l'ont toiletté et ont eu soin de faire disparaître ce qui embarrasse aujourd'hui.

Il est néanmoins un peu leste de qualifier de doux rêveur quelqu'un qui est parvenu à créer un réseau régional dans les pires conditions qui étaient celles de l'Alsace d'alors, coupée à la fois des antifascistes allemands (si, si ! il y en avait !) et de la résistance française.

Un « rêve » en outre non personnel, mais partagé et ce, depuis les conseils de soldats et d'ouvriers de novembre 1918 qui revendiquent une Alsace « ni française, ni allemande, ni neutre » (une « non-neutralité » liée à la récente révolution en Russie ?)

« Rêve » partagé au-delà des rangs des communistes, puisque 12 des 16 députés alsaciens en 1936, de tous les bords politiques (sauf la SFIO, parti des fonctionnaires de vieille France, ancêtre du PS et du Parti de Gauche) l'étaient sur des bases autonomistes.

Un peuple alsacien ?

Jean-Marie DUPUY pose aussi, prudemment et avec ménagement, cette question : « mais y a-t-il un peuple d'Alsace-Lorraine ? » (Quand on parle ici de Lorraine, elle se limite à sa partie « thioise », cad la Moselle germanophone).

Jean-Louis DOLFUS^{iv} affirmera vingt ans après, en 2013 et plus péremptoirement qu'« il n'y a pas de peuple alsacien », s'appuyant sur l'idée que la population alsacienne est aujourd'hui disparate. Manuel VALLS ne dit pas autre chose.^v

Jean-Marie DUPUY, dans les notes de son article, à l'appui de l'idée d'une inscription de longue date de l'Alsace dans l'espace politique français que WODLI et ses camarades auraient « sous-estimée », convoque Gauthier HEUMANN et sa « Guerre des Paysans » (1976, Editions Sociales).

Or, pour avoir relu récemment l'ouvrage, j'ai été à nouveau confronté à l'étrange raccourci auquel cet auteur - dont le travail est par ailleurs méritoire - s'est livré et qui m'avait déjà troublé la première fois : en effet il nous fait la juste démonstration que, pendant le soulèvement populaire qui embrase l'Alsace en 1525 comme tout le sud de l'Allemagne, la bourgeoisie urbaine de la Décapole, se sentant abandonné par l'Empereur face aux grands féodaux avides de lui reprendre ses privilèges, va faire à ce moment-là le choix de la France, où la monarchie avait déjà gagné du terrain sur l'aristocratie (la mise au pas définitive a lieu après la Fronde). Puis, il conclut plus loin que le choix de la France par les Alsaciens – y incluant ainsi les survivants du massacre de dizaines de milliers d'insurgés par le « français » et bon duc Antoine de Lorraine – date de ce moment-là.

Cette confusion et amalgame entre bourgeoisie et « peuple » n'est non seulement pas très orthodoxe d'un point de vue marxiste, mais procède également d'une conclusion un peu hâtive et qui relève de la contorsion intellectuelle.

C'est cette même bourgeoisie, principale bénéficiaire de la vente des biens nationaux en 1790, qui est le fer de lance de la francophilie pendant l'annexion allemande de 1870-1918, étant – bourgeoisie oblige – également la classe sociale la plus francophone.

Les arguments avancés de Jean-Louis DOLFUS pour retirer aux Alsaciens le label de « peuple » qui ouvrirait droit à une reconnaissance légale, sinon à quelques égards, méritent qu'on s'y attarde : le premier – dans le désordre - est que la pratique de la langue régionale est devenue minoritaire. C'est indéniable, en effet, et on aura tout fait pour : l'extrémité de mes doigts se souvient encore des coups de règle administrées par mon instituteur, traumatisé – me racontera plus tard son fils – par son expérience de « malgré-nous » sur le front russe (de qui ou de quoi se vengeait-il sur moi ?). On mesure ici entre autres la part de l'autocensure dans le déclin de la langue régionale : les Tyroliens du sud, germanophones qui ont acquis une large

autonomie en Italie, parlent de « Verelsässerung » pour désigner le phénomène de renoncement consenti à la personnalité régionale.

Le deuxième argument est que la population alsacienne est aujourd'hui disparate et « multi-culturelle ». Outre qu'on aurait pu en dire autant de l'Algérie d'avant 1962 ainsi que de la plupart des « peuples » reconnus et avérés, il y a deux choses à ajouter à cela.

Il objecte aux ... habitants d'Alsace (je réalise que si on prend à son compte le déni opposé aux Alsaciens à un titre de peuple, on ne peut plus écrire « Alsaciens » puisque le terme est de ce fait dénué de signification) le manque d'unicité d'origine, 30% des ressortissants n'étant pas nés dans la région, ce qui la rendrait inéligible à l'appellation « peuple ». Un déficit d'unicité ethnique donc ?

Nous n'aurons pas la cruauté de rappeler à Jean-Louis DOLFUS qu'un bon triage ethnique tel celui opéré par l'administration française en 1918-19 qui aboutit à l'expulsion manu militari de plus de 100 000 personnes, « Alt-Deutschen » autant qu'Alsaciens de « souche » soupçonnés de manque de ferveur francophile, pourrait aisément régler le problème de défaut de « Rassenreinheit » (pureté de race). Non seulement la pente est savonneuse, mais poussé jusqu'au bout, l'argument exclurait au même titre du « peuple » de France tous ceux qui ne sont pas nés, ou alors celui-ci n'en serait plus un pour les mêmes raisons, puisqu'il recèle en son sein des corps « étrangers » ...

Et que dire alors, pour ne citer que ce seul exemple, de la Nouvelle-Calédonie, et de son droit à l'indépendance contrecarré par la présence majoritaire de « caldoches » (ce qui n'empêche heureusement pas certains d'entre eux, dont un ami, de prendre fait et cause pour les Kanaks).

Quelqu'un vient de me rappeler que le texte de référence sur la définition de nation est celui d'Ernest Renan : texte intéressant, où celui-ci, également inventeur du racisme antisémite (terme désignant à juste titre à la fois les juifs et arabes) sur une argumentation portant sur les insuffisances linguistiques rendant leurs utilisateurs incapables d'atteindre des sommets en matière de philosophie et de poésie, à l'inverse des langues aryennes (!) Renan donne - entre autres - comme fondement à la nation l'oubli de la violence qu'il a fallu pour la créer ...

Quelles sont les critères qui permettent de discriminer un « peuple » d'un « non-peuple », cette dernière appellation devenant en creux la seule possible pour désigner la population d'une aire géographique donnée et qui la plonge, dépourvue de la première, dans un néant définitif.

Le déni de « populitude » a évidemment comme fin de couper court à toute revendication au fameux « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », que ce soit sous forme de séparatisme, ou même d'autonomie, aussi limitée soit-elle, à laquelle la qualité de « peuple » peut permettre de prétendre, dans l'esprit de 1848 comme de celui des Quatorze Points de Wilson (ce dernier n'ayant finalement été appliqué que là où ils affaiblissaient les vaincus de 1918).

On ne peut s'empêcher aussi de rappeler ici l'acharnement mis par Golda Meir en son temps, à nier l'existence d'un peuple palestinien, jusqu'à réfuter le bien-fondé du nom lui-même.

Qui décerne le label "peuple" ?

Qui décide de qui est un peuple ou non ? Qu'est-ce qui définit un peuple ? Une histoire commune, le nombre de sa population ?

Et si les Alsaciens ne sont pas un peuple, ils sont quoi, alors ? Il ne reste plus qu'à dire : rien.

Pourtant, parler d'« Alsaciens » est investi de plus de sens que de « Champenois » ou d'« Ardennais », sans vouloir offenser ceux-ci.

Je reste pour ma part très attaché à la brève et simple définition de « peuple » qu'avait donné un auteur irlandais marxiste d'origine britannique, Thomas Jackson, dans un ouvrage intitulé « Ireland, her own » en l'occurrence : « un peuple, c'est quand des gens habitent longtemps au même endroit ». Il expliquait dans son livre pourquoi en tant qu'anglo-irlandais, protestant de surcroît, il se sentait aussi Irlandais qu'un « celte » de souche.

« Nation », « peuple » sont des concepts extrêmement confus, et il est fort probable que leur nébulosité n'est pas près de se dissiper. On est également dans un tir croisé où se mêlent des idées dont les fondements ne sont souvent ni rationnels, ni soumis à l'examen le plus élémentaire. Chacun puise dans les textes de référence, y compris dans les classiques du marxisme, ce qui l'arrange, allant jusqu'à appeler à la rescousse (encore mes Parti de Gauche favoris) des « souverainistes » de gauche molle ou pire.

Bien sûr que Marx et Engels ont porté la « nation » française aux nues, notamment parce qu'ils rêvaient (comme Wodli, ils avaient eux aussi des « rêves ») d'un destin similaire pour l'Allemagne, apte à renverser les aristocraties adossées au morcellement politique d'alors. Une « nation » française issue d'une révolution qui s'est bien tarie depuis.

En France, on n'a d'ailleurs pas trop aimé, cette « nation » allemande unifiée, quand elle s'est créée, puisqu'elle contrariait les anciennes ambitions territoriales de conquête de la rive gauche du Rhin qui ont perduré jusqu'en 1914, et dont l'annexion de l'Alsace par Louis XIV ne constituait qu'une étape. L'entrée en guerre de Napoléon III en 1870 a notamment eu pour cause sa volonté d'empêcher l'unification allemande.

« Mais la République, Daniel, la République ! » me disait récemment un important fonctionnaire de la culture région, en évoquant les manifestations en question plus haut, et dont la femme participe par ailleurs, dans une fonction non moins importante au détricotage du maillage culturel national et du principe constitutionnel d'égal accès à la culture pour tous. Il en était resté là, laissant la phrase sans suite, révélant par l'incapacité de la développer son rôle d'incantation para-religieuse et d'écran à son manque croissant de signification réelle, puisque, comme a pu le dire Philippe Martel, tout le monde aujourd'hui est « républicain ».

La République, oui ... et alors ? A force de sacraliser sans discernement 1789, on oublie que celle de 1792 - hormis le bref épisode de la Montagne au pouvoir - est avant tout le triomphe du libéralisme économique (cf. Robert Castel, « Métamorphose de la question sociale ») qui étouffe aujourd'hui la planète.

On oublie ce que la France centralisée d'aujourd'hui doit à la monarchie absolue de l'Ancien Régime et en est le prolongement.

On oublie aussi que la première apparition de l'autonomisme politique en Alsace, à l'instigation d'Auguste Schneegans en 1875, est vivement applaudie en France, ... puisqu'elle est alors dirigée contre l'Allemagne.

Il conviendrait que les camarades du PCF creusent au-delà des idées issues de la simplification de l'histoire à usage du militant de base – ça ne l'aidera pas à grandir de lui

occulter des pans entiers de son passé collectif - de dépasser la systématique suspicion à l'encontre de tout ce qui n'est pas né en son sein ou qui en a été discrètement expulsé, de faire la part des choses entre ce qui relève de la mystique nationale et du seul progrès social et démocratique, d'éviter le catalogage sommaire en guise d'argument politique, et surtout de ne pas se laisser contaminer par la psycho-rigidité du Parti de Gauche en la matière. Je suis gentil : on devrait parler d'hystérie paranoïde. Un tel est allé jusqu'à vouloir établir un lien entre les manifestations en Alsace et celle des anti-islamistes réellement néo-nazis, eux, de Dresden.

D'autant que ce manque d'analyse vient contredire la position qui consiste à soutenir et à auréoler de progressisme la plupart des luttes pour l'autonomie dès lors qu'elles sont extérieures à l'hexagone, tel le peuple kurde, comme si la caution offerte par présence du marteau et de la faucille sur les drapeaux des combattants conférerait ipso facto à leur lutte la légitimité requise.

Dans la même veine, on peut se demander si Jean-Louis DOLFUS s'aventurerait à remettre en question la qualité de peuple que Dominique BUCCHINI revendique pour celui de Corse et si la tenace prédominance de la droite en Alsace n'a pas contribué au déni de « populitude » qu'il oppose aux Alsaciens.

Il pourrait me rétorquer – ce que je ferais à sa place – qu'il n'a pas à se prononcer sur une réalité qu'il ne connaît pas, ou pas assez bien, ce qui permettrait de lui répondre, non sans une malicieuse satisfaction, que c'est précisément là que pourrait se situer l'intérêt d'une autonomie régionale, à savoir une meilleure appréhension des besoins de terrain (à l'intérieur d'une solidarité plus large, bien évidemment, nationale en attendant, et, un jour on l'espère, universelle).

Autant qu'il m'en souviennne, le (supra-) peuple soviétique n'empêchait pas l'existence des peuples ouzbeks, arméniens, kirghize, et autres, dont certains étaient constitués en républiques dites « autonomes », précisément.

Pourquoi l'alibi de l'unité et de l'indivisibilité de la République/Nation ne pourrait pas être légitimement brandi à son tour par la Turquie pour s'opposer au séparatisme kurde ? Il y a comme une présomptueuse ombre d'exception et de supériorité politique à la française.

L'autonomie a une légitimité

J'en viens pour ces raisons à cette affirmation : l'autonomie, en tant qu'idée politique, est tout à fait recevable et aussi légitime qu'une autre.

La condamnation des revendications de régionalisme ou d'autonomisme, prend une signification autre en Alsace qu'en Bretagne ou en Corse car s'y mêle d'évidence d'autres enjeux et d'autres sentiments, en l'occurrence la germanophobie née de la concurrence territoriale sur le Rhin.

On a le sentiment que l'histoire nous ressert par bouffées régulières les mêmes plats, ainsi l'idée d'un ennemi intérieur, en cheville avec l'ennemi extérieur, comme en cette fin de XIX^e siècle français, où Zeev Sternhell situe le berceau du fascisme européen, et dont le capitaine Dreyfus, juif (et alsacien !) fit les frais. Sternhell (...) affirme que la France est le foyer d'une

quatrième droite : “une droite révolutionnaire, voulant détruire la société libérale”. Une droite née des anti-Lumières, violemment opposée aux “Lumières franco-kantiennes”, qui ne croit plus à un retour à l’Ancien Régime, mais appelle à un ordre nouveau, fondé sur un nationalisme agressif et raciste, que Maurice Barrès décrira par la formule “la terre et les morts”, dans laquelle Sternhell voit l’équivalent et la préfiguration du Blut und Boden nazi (le sang et le sol).

Pour Michel Winock, c’est dans le “bouillonnement créé par l’antisémitisme de masse, le boulangisme, les ligues anti-dreyfusardes, que Zeev Sternhell entend fixer les origines françaises du fascisme”.

On retrouve cet ennemi « extérieur » quand le Parti de Gauche considère la réforme territoriale du gouvernement Valls comme un alignement docile sur l’organisation des Länder allemands sur injonction de l’Europe à la botte de la teutonique chancelière. Pourrait-il y voir autre chose, sinon à étaler au grand jour son héritage centralisateur ?

Les Länder sont le fruit de l’histoire de l’Allemagne, et ils sont irréguliers au possible (de très petits et de très grands : la Sarre, c’est deux fois moins d’habitants que l’Alsace), et invoquer un calque imposé la chancelière Merkel participe de la désignation d’un bouc émissaire qui disculpe à bon compte nos décideurs nationaux.

Au demeurant, les restructurations occasionnelles y sont soumis à referendum, comme le veut aujourd’hui la charte européenne de l’autonomie locale, tel que celui qui eut lieu en 1952 sur le regroupement du Bade et du Wurtemberg (le grand-duché du Baden-Wurtemberg était une création de ... Napoléon 1^{er} !)

La récente sortie de Jean-Luc Mélenchon à l’adresse d’une euro-députée allemande, la traitant de « caricature de « boche » de bande dessinée », locution qu’on peut réduire sans trahir son esprit à « boche » tout court, est révélateur de ce trait rémanent de la mentalité française, une germanophobie aussi profondément ancrée que sourde et inconsciente.

Il est également l’auteur d’un mot surprenant, lui aussi lourd de sens.

Etant tombé lors de la lecture de l’« Histoire d’Alsace » de François Waag sur une citation que l’auteur attribuait à Jean-Luc Mélenchon, j’ai été saisi d’un soupçon immédiat sur l’authenticité, sinon sur l’exactitude de la phrase que l’auteur attribuait à ce dernier. Mes doutes se fondaient sur le fait que cet historien était régionaliste et donc, de par nature et en vertu de mes vieux réflexes acquis, forcément sujet à caution et enclin à partialité.

La citation était censée apparaître dans le discours de Jean-Luc Mélenchon prononcé lors du meeting Front de Gauche du 3 avril 2013 à Mulhouse auquel je n’étais pas présent. J’ai donc vérifié sur la vidéo du meeting en question, tenu pour soutenir l’appel à voter « non » au referendum sur le projet de Conseil Unique d’Alsace et auquel je n’avais pas assisté, un peu, je dois le dire, par crainte d’entendre des choses de cette nature, mais néanmoins pas une telle énormité.

Car la citation était exacte : au bout de quelques minutes, Jean-Luc Mélenchon, après avoir évoqué les « arguments minables » de la droite régionale en faveur du « oui » - les Verts, rappelons-le, y étaient favorables, le PS divisé -, a bel et bien prononcé la phrase en question : « L’Alsace, ... terre pour laquelle sont morts des millions de Français ».

On imagine que Jean-Luc Mélenchon fait allusion à la première guerre mondiale. Ces morts, outre qu'ils l'auraient été plus volontiers dans leur lit que dans la boue des tranchées, ont été au nombre de un million 397000 très exactement, ce qui rend le recours au pluriel quelque peu abusif.

Autre problème : à la demande de qui ont-ils accompli ce sacrifice ? Pas des Alsaciens, en tout cas. Ceux-ci, quel que soit leur sentiment, redoutent un conflit dont ils savent qu'ils seront en première ligne et leurs députés unanimes conjurent les Etats français et allemands de renoncer à la guerre.

A l'examen objectif de l'état d'esprit qui règne en Alsace à la veille du conflit, force est de constater qu'on est loin des images d'Epinal selon lesquelles les habitants de la région annexée auraient attendu pendant un demi-siècle, un fanion tricolore cachée dans la poche, l'heure tant attendue de la délivrance.

A la veille de la guerre, La plupart des Alsaciens (ceux d'une deuxième génération d'après l'annexion, mais y compris des anciens, nés français) se sont accommodé de leur nouvelle nationalité et se sentent plutôt bien en tant qu'allemands, dont les ouvriers, qui bénéficient alors d'une protection sociale sans pareille en Europe. En outre – les Allemands ayant mis le « paquet », un peu à l'instar de ce qui se produisit en Allemagne après 45 pour la transformer en vitrine de l'Occident face au camp socialiste, la région connaît dans la période 1871-1914 un développement indéniable en termes d'économie et d'infrastructures^{vi}.

Ce que les Alsaciens applaudissent en 18, au passage des troupes françaises, c'est avant tout la fin de la guerre et ... le retour du pain ! Rappelons que la famine provoquée par le blocus anglais et maintenu jusqu'à la signature du Traité de Versailles a fait en Allemagne – et donc en Alsace - près de 800 000 victimes.^{vii}

La phrase de Mélenchon implique que la guerre a été voulue par la France, ce qui va à l'encontre de l'idée dominante qu'elle y aurait été contrainte par l'agression du militarisme allemand. En soi, l'aveu est intéressant, car il s'agit bien d'un affrontement d'impérialismes, sauf que s'y ajoute explicitement le fait que cette guerre a été menée pour une « grande et noble cause », en l'occurrence la reconquête des provinces « filles » de la France perdues, alors que cet objectif est secondaire pour l'état-major français de 14, donc que non seulement elle n'a pas été la plus absurde de toutes les guerres, mais qu'il fallait impérativement la mener.

En affirmant cela, Jean-Luc Mélenchon se retrouve de fait dans la filiation de l'ultra – nationaliste, boulangiste et anti-dreyfusarde Ligue des Patriotes de Déroulède, Bazin et autres Barrès (disciple de Renan), et avec laquelle fricoteront les « patriotes » alsaciens, icônes de l'Alsace française tels que Hansi, Pierre Bucher, Zislin, et l'abbé Wetterlé.

L'affirmation implique également que l'Allemagne (ainsi que l'Autriche-Hongrie) vaincue ne porte pas à elle seule la responsabilité du conflit comme le voudrait le traité de Versailles, et que la France devient de ce fait co-responsable de l'accession au pouvoir du nazisme en ayant contribué à la création, en Allemagne, du sentiment d'humiliation et d'injustice qui en a fourni le terreau.

Traîne aussi, lancinante, une sorte de leçon de morale : comment osent-ils, ces Alsaciens, face à ces « millions » de morts pour eux, revendiquer quoi que ce soit qui ressemble aux yeux de

Mélenchon à un particularisme rempli de dangers sécessionnistes ? Comme si le sacrifice de ces « millions » interdisait à jamais une quelconque revendication portant sur la gestion en région des affaires la concernant.

Quant à la construction de l'affirmation, il suffit de substituer à « Alsace » les termes d'Indochine ou d'Algérie, ajuster le nombre des morts (français) lors de ces guerres coloniales et l'on comprend mieux le mécanisme de la pensée : le simple fait que des soldats français soient morts pour un territoire en légitimerait la possession par la France.

Outre qu'on a du mal à retrouver l'esprit de Jaurès dans tout ça, ce ne sont pas là les meilleures bases pour bâtir une autre France, plus critique sur son histoire et plus respectueuse de ses composantes, dont celles qui sont susceptibles d'être des clés dans une construction européenne dont l'invocation, au-delà de la dénonciation de l'Europe du grand capital, reste sans contenu réellement alternatif. Et le doute est permis sur la sincérité à cet égard de ceux qui manient encore des vocables comme celui de « boche ».

L'Europe qui reste pour l'Alsace la manière de sortir par le haut des bouleversements historiques et culturels qu'elle a traversés, dont la mémoire y est toujours vive et qu'un coup de gomme gouvernemental n'arrivera pas à effacer, bien au contraire.

En-dehors des textes en référence, voir aussi :^{viii} et :^{ix}

ⁱ<http://www.unserland.org/programme/economie/>
<http://www.unserland.org/programme/social/>

ⁱⁱ<http://www.pcf.fr/58560>

ⁱⁱⁱ<http://67.pcf.fr/64081>

^{iv}

<http://blogs.mediapart.fr/blog/jean-louis-dolfus/170213/non-lautonomie-institutionnelle-de-lalsace>

Lire aussi la réaction à cet article de Jean-Claude MEYER :

<http://la-feuille-de-chou.fr/archives/47360>

^v<http://www.dna.fr/actualite/2014/10/14/manuel-valls-il-n-y-a-pas-de-peuple-alsacien-il-n-y-a-qu-un-seul-peuple-francais>

^{vi}http://pedagogie.abri-memoire.org/pdf/fiche_peda_Alsace.pdf

^{vii}<http://www.crid1418.org/temoins/2013/04/12/waag-felix-1894-1989/>

^{viii}<http://fr.wikipedia.org/wiki/Alsace-Moselle>

^{ix}<http://nicolasdelamberterie.blogspot.fr/2012/04/le-premier-autonomisme-alsacien-1871.html>